MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-quatrième séance – Mardi 21 janvier 2014, à 17 h

Présidence de M. Pascal Rubeli, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Sami Kanaan*, conseiller administratif, et *M^{me} Vera Figurek*.

Assistent à la séance: *M^{me} Sandrine Salerno*, maire, *M^{me} Esther Alder*, vice-présidente, *MM. Rémy Pagani* et *Guillaume Barazzone*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 10 janvier 2014, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 21 janvier et mercredi 22 janvier 2014, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Mesdames et Messieurs, tout d'abord, je tiens à vous souhaiter à toutes et à tous une excellente année 2014.

Retenu par d'autres obligations, M. Sami Kanaan nous prie de l'excuser pour son absence aujourd'hui et demain, entre 17 h et 19 h. Il devrait être de retour les deux soirs pour la reprise de 20 h 30. Il répondra aux questions orales concernant son département au début de la séance plénière du mercredi 22 janvier, à 20 h 30.

M^{me} Esther Alder devra s'absenter au cours de la première partie de la séance, vers 18 h 10. Elle fera en sorte d'être de retour pour la deuxième partie de nos débats.

Nous avons reçu la lettre de démission du Conseil municipal de M. Alberto Velasco pour la fin de cette séance, c'est-à-dire à 19 h. Je prie la secrétaire, M^{me} Julide Turgut Bandelier, de bien vouloir nous lire ce courrier.

Lecture de la lettre:

Genève, le 16 décembre 2013

Concerne: démission du Conseil municipal

Monsieur le président,

Ayant été élu pour siéger au sein du Grand Conseil dans le cadre de la 58^e législature, et en vertu des statuts du Parti socialiste Ville de Genève, qui n'autorise pas le cumul des mandats, je vous prie de prendre acte de ma démission en tant que conseiller municipal.

Ma démission sera effective à la fin de la séance de notre Conseil du mardi 21 janvier 2014, convoquée de 17 à 19 h.

Tout en vous signifiant combien j'ai été honoré du mandat qui m'a été confié

par le peuple et, bien que n'étant pas un Suisse pur-sang, j'aimerais, humblement, attirer l'attention de ce Conseil sur les aspects suivants.

Je quitte ce Conseil sans pouvoir présenter mes rapports déposés, mais surtout défendre des propositions de modification de règlement ayant pour but d'améliorer notre fonctionnement. Paradoxalement, alors que notre Conseil a le mérite de la proximité avec les citoyens, ainsi que de traiter des objets méritant une réponse rapide, bien souvent les votes interviennent alors que les solutions ne s'imposent plus! Rendant les heures de travail à fonds perdu. Plus grave, il arrive que des commissions soient sans objets à traiter alors que des initiatives pendantes à l'ordre du jour ne sont pas traitées par notre Conseil pour leur renvoi. Puisse ce Conseil, avec sagesse, et eu égard à la mission qui nous a été confiée par le peuple, résoudre la question!

Enfin, permettez-moi de remercier le Service du Conseil municipal pour son engagement et son aide apportée à nos travaux et de saluer l'ensemble des élus du Conseil municipal pour leur cordialité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, mes salutations les plus cordiales.

Alberto Velasco

Conseiller municipal Ville de Genève

P.-S. Copie de la présente à M^{me} Virginie Studemann, présidente du PS Ville de Genève, et M. Grégoire Carasso, chef de groupe socialiste.

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous prie de faire silence. C'est pénible de travailler avec du bruit sans arrêt. Prenez au moins le temps d'écouter correctement les courriers et le reste des débats! Il est pris acte de cette démission. La prestation de serment du remplaçant de M. Velasco aura lieu à 20 h 30.

Nous avons également reçu la lettre de démission de M. Marc-André Rudaz du conseil de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec). Je prie M. Lionel Ricou, secrétaire, de bien vouloir lire ce courrier.

Lecture de la lettre:

Genève, le 16 janvier 2014

Concerne: ma démission de la Fondetec

Monsieur le président,
Mesdames les conseillères municipales,
Messieurs les conseillers municipaux,

Election: conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA

C'est avec regret que je démissionne de la Fondetec pour le 21 courant.

En effet, les dispositions statutaires de mon parti ne me permettent pas de continuer à la Fondetec et de rester conseiller municipal.

Je remercie le Conseil municipal de l'honneur qu'il m'a fait en me désignant au conseil de fondation.

Je tiens également à remercier la direction de la Fondetec, ses collaborateurs ainsi que les autres membres du conseil de fondation pour leurs excellents services et leur très sympathique collaboration pour soutenir l'emploi dans notre Ville.

Monsieur le président, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, j'en profite pour vous souhaiter une heureuse année 2014 pleine de bon sens, de bonheur et de santé.

Marc-André Rudaz

Le président. Il est pris acte également de cette démission; l'élection du remplaçant ou de la remplaçante de M. Rudaz aura lieu tout à l'heure.

3. Election de deux représentant-e-s du Conseil municipal pour faire partie du conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA (Constitution de la République et canton de Genève, art. 80A et 177) (RCM, art. 130, lettre A).

Le président. Je donne la parole aux personnes – une par groupe – qui souhaitent présenter leur candidat. Monsieur Spuhler, vous avez la parole.

M. Pascal Spuhler (MCG). Mesdames et Messieurs, le Mouvement citoyens genevois retire la candidature de M. Laurent Leisi. En effet, nous estimons que d'autres propositions sont plus intéressantes.

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, le groupe de l'Union démocratique du centre a le plaisir de vous présenter la candidature de M^{me} Dominique Amaudruz. Née en 1954, originaire de Lutry, mariée et maman de trois enfants,

M^{me} Amaudruz est licenciée en droit; elle a son brevet d'avocat et a passé différents diplômes dans le management et autres spécialités proches des milieux bancaires. Elle parle couramment français, anglais et allemand. M^{me} Amaudruz est principalement active en sa qualité d'avocate inscrite au barreau de Genève depuis 1975, dans le domaine bancaire et commercial. Dans ce cadre, elle a eu l'occasion à de nombreuses reprises de conseiller divers établissements bancaires, non seulement dans le cadre de procédures judiciaires, mais également sur des questions plus larges en relation avec des décisions stratégiques qui devaient être prises par les directions des banques concernées.

J'attire votre attention sur la qualité de la candidature de l'Union démocratique du centre. Parmi toutes celles qui vous seront présentées, je ne crains pas de vous dire que c'est certainement l'une des meilleures, si ce n'est la meilleure, et de vous rappeler également que, pour siéger dans un conseil d'administration tel que celui de la Banque cantonale de Genève (BCGe), il est recommandé de répondre à de nombreux critères, des critères en termes professionnels et en termes de qualité humaine. A l'Union démocratique du centre, nous trouvons que nous avons là une candidature exceptionnelle et nous espérons qu'elle trouvera grâce à vos yeux.

M^{me} Sandrine Burger (Ve). Les Verts ont l'honneur de vous présenter la candidature de M. Christophe Dunner. Ses études à la Haute Ecole spécialisée de Genève en management et en administration des affaires, notamment, et ses expériences professionnelles dans la finance et le contrôle de gestion font de lui un candidat tout ce qu'il y a de plus qualifié pour ce poste d'administrateur. Ses divers engagements extraprofessionnels sont également un plus enrichissant ses connaissances. Il aura à cœur de défendre, au sein de la BCGe, les intérêts de la Ville de Genève et du tissu économique local.

M^{me} Virginie Studemann (S). Mesdames et Messieurs, le groupe socialiste a le plaisir de vous présenter la candidature de Grégoire Carasso pour siéger au conseil d'administration de la BCGe. Vous connaissez toutes et tous Grégoire Carasso. Ancien membre de la commission des finances, il est diplômé en relations internationales et titulaire d'un *master of business administration* (MBA) de l'Université de Genève. Grâce à ses formations, il maîtrise les fondements du droit bancaire et financier, mais aussi la gestion des risques, la finance des marchés et la comptabilité financière. En outre, depuis 2008, il est administrateur de deux PME genevoises et il saura apporter un éclairage pertinent pour le mandat qui lui sera confié.

D'un point de vue constitutionnel, l'objectif politique confié à la BCGe est clair: contribuer au développement économique du canton et de la région. Pour le

Parti socialiste, un certain nombre de questions se posent par rapport à la mise en œuvre de ce mandat. Aujourd'hui, quel est le soutien de la BCGe au tissu économique local? En quoi les succursales de Dubaï ou de Hong Kong participent-elles à la mission de la banque? Quelle place donne-t-on aux considérations éthiques et aux exigences de développement durable en matière financière et en matière de stratégie de placements?

De par les qualités et les compétences de notre candidat Grégoire Carasso, et du fait que le Parti socialiste est aujourd'hui sous-représenté dans les commissions extraparlimentaires, nous vous invitons à soutenir le candidat du groupe socialiste pour représenter la gauche du Conseil municipal au sein du conseil d'administration de la BCGe. Je vous remercie de l'accueil que vous réserverez à notre candidat.

M. Morten Gisselbaek (EàG). Nous tenons d'abord à remercier les candidates et les candidats de chaque groupe qui ont accepté de nous remettre leur curriculum vitae avant cette élection de ce soir. Si Ensemble à gauche a fait cette demande inhabituelle par rapport aux autres élections auxquelles nous participons pour différents conseils d'administration et conseils de fondation, c'est que la BCGe est une institution particulièrement importante et sensible pour tout le tissu économique et social genevois et que sa bonne gestion est capitale. Nous avons vu les conséquences de la débâcle de 1998, pour laquelle les citoyennes et citoyens genevois ont dû payer extrêmement cher. Nous n'avons d'ailleurs pas encore fini de le payer... S'il fallait se convaincre qu'il ne s'est pas agi là d'un cas unique, d'une *Genferei*, il suffit de regarder l'histoire bancaire récente.

Pour nous, la question principale n'est pas l'appartenance politique de nos deux représentants, mais bien les compétences et les qualités des personnes que nous allons élire pour représenter les citoyennes et les citoyens de la Ville de Genève au sein de ce conseil d'administration. C'est pourquoi, au nom d'Ensemble à gauche, j'ai l'avantage et l'honneur de vous présenter un candidat qui réunit de manière exemplaire les compétences, l'expérience et les qualités qui sont, à notre avis, nécessaires pour remplir ce mandat: il s'agit de M. Daniel Devaud.

M. Daniel Devaud a fait partie de nombreuses commissions, en particulier judiciaires, et durant douze ans il a siégé de manière efficace et à la satisfaction générale au conseil d'administration de la caisse de prévoyance CIA. Mais surtout, ancien avocat, juge, juge d'instruction, M. Devaud est aujourd'hui, parmi tous les candidats, celui qui, à notre avis, est le mieux à même de comprendre les enjeux et les potentiels, mais aussi les risques et les dangers liés à la gestion de la BCGe. Cela parce que, durant quatre années, alors juge d'instruction, M. Daniel

Devaud a instruit le dossier de la débâcle de notre banque cantonale. Il a dû pénétrer et comprendre les rouages et les mécanismes de celle-ci pour en saisir le fonctionnement et les dysfonctionnements, avec les failles et les responsabilités qui ont conduit à une perte gigantesque pour la collectivité publique, pour nous tous à Genève.

Daniel Devaud est ainsi devenu un expert de la BCGe, sans pour autant être membre du sérail financier. Nous sommes certains que son regard sera compétent, mais, étant extérieur au monde de la finance, il enrichira le conseil d'administration de façon fort utile. M. Devaud n'hésitera pas à poser les questions que d'autres n'oseront peut-être pas poser, par peur de paraître incompétents aux yeux de leurs pairs, et à obtenir les réponses. Cette qualité est non seulement utile, mais à notre avis elle est essentielle pour une institution comme notre banque cantonale.

Connu et reconnu par tous pour sa ténacité et son intransigeance, Daniel Devaud a toute notre confiance pour occuper ce poste avec intelligence, compétence et engagement. Un engagement qui sera au service de notre banque cantonale et de sa bonne gestion et, par conséquent, au service de l'ensemble des citoyennes et des citoyens de ce Canton. C'est pourquoi, dans le cadre des responsabilités parfois importantes qui sont les nôtres dans ce Conseil municipal, nous vous demandons ce soir d'accorder votre confiance à M. Daniel Devaud.

M. Adrien Genecand (LR). Le groupe libéral-radical a le privilège de vous présenter la candidature de M. Mourad Sekkiou. M. Mourad Sekkiou est avocat au barreau de Genève depuis 1987, date de l'obtention de son brevet. Il a également un master en droit financier de l'Université de Boston.

Depuis deux législatures déjà – huit ans – M. Mourad Sekkiou a le privilège d'être administrateur au sein du conseil d'administration de la BCGe. C'est sur cette thématique-là, à savoir l'expérience et la nécessité d'avoir quelqu'un déjà en place dans le conseil et qui a pu suivre les différentes tractations, négociations et discussions dans cette période troublée et difficile pour la place financière, et pour toutes les banques en particulier, que nous présentons M. Mourad Sekkiou. Pour vous donner une seule tractation qui, à mon avis, est la plus actuelle et la plus importante pour l'ensemble de la place financière et également pour la BCGe, c'est la discussion sur l'accord avec les Etats-Unis, qui nécessite de longues heures d'investissement et de travail. Il nous semble non pas impératif, mais extrêmement important de pouvoir bénéficier des compétences de quelqu'un qui a pu suivre cette discussion depuis le début.

C'est à ce titre-là que nous avons le privilège de vous représenter la candidature de M^e Mourad Sekkiou. Elle est gage de continuité dans les difficultés de

Election: conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA

la place financière et les épreuves qu'elle traverse, pour conduire à bon port le bateau de la BCGe.

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous rappelle le nom des candidats: M. Mourad Sekkiou, M. Daniel Devaud, M. Grégoire Carasso, M. Christophe Dunner et M^{me} Dominique Amaudruz. Cette élection a lieu à bulletin secret et à la majorité absolue. Si un second tour est nécessaire, il aura lieu à la majorité relative. Les secrétaires, M^{mes} Martine Sumi, Julide Turgut Bandelier, MM. Rémy Burri et Lionel Ricou sont chargés de contrôler la distribution et le dépouillement des bulletins. Les scrutateurs sont MM. Jean-Philippe Haas, Eric Bertinat, Olivier Fiumelli, Alain de Kalbermatten, Alexandre Wisard, M^{mes} Christiane Leuenberger-Ducret et Maria Pérez. J'invite les scrutateurs à venir chercher les bulletins de vote au bureau et à les distribuer. J'attire votre attention sur le fait que deux noms au maximum peuvent être inscrits sur chaque bulletin; s'il y en a plus, le bulletin est automatiquement déclaré nul.

Il a été distribué 79 bulletins et je demande aux huissiers de bien vouloir les recueillir.

Je déclare le scrutin clos et je prie les scrutateurs de se rendre à la salle Nicolas-Bogueret afin de procéder au dépouillement. Les secrétaires les accompagnent.

(La séance est suspendue pendant le dépouillement.)

Résultats de l'élection:

Bulletins distribués:	79
Bulletins retrouvés:	78
Bulletin blanc:	1
Bulletin nul:	1
Bulletins valables:	76
Majorité absolue:	39

Est élu: *M. Mourad Sekkiou*, avec 45 voix. *(Applaudissements.)*

Obtiennent des voix: M. Grégoire Carasso, 36 voix; M^{me} Dominique Amaudruz, 18 voix; M. Christophe Dunner, 12 voix; M. Daniel Devaud, 11 voix.

Election: conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA

Un second tour est donc nécessaire. Je demande aux groupes s'ils maintiennent tous leur candidat. Je passe la parole à M^{me} Sandrine Burger.

M^{me} Sandrine Burger (Ve). Merci, Monsieur le président. Les Verts retirent leur candidat, dans le souci qu'il y ait toujours, comme depuis des années, un représentant de la droite et un représentant de la gauche. Nous nous retirons donc au profit du meilleur candidat de l'Alternative. (*Applaudissements.*)

M. Morten Gisselbaek (EàG). Ensemble à gauche retire aussi son candidat. (*Applaudissements.*)

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, l'Union démocratique du centre maintient sa candidate au second tour. D'abord, parce que nous sommes certains de ses compétences et qu'elle a sa place au conseil d'administration. Nous sommes convaincus que sa candidature, provenant d'un parti qui n'a pas été pris dans les tourmentes de la BCGe, contrairement aux partis qui se présentent ce soir, est une bonne chose.

Puis nous tenons surtout à ce que les électeurs qui votent à droite, y compris pour les partis comme le Parti libéral-radical et le Parti démocrate-chrétien, comprennent bien les manœuvres qui se passent au sein de ce délibératif, à savoir les «Je t'aide et tu m'aides». D'après les résultats, on constate que ces deux partis se sont mis d'accord avec les socialistes. Ils ne se sont pas vraiment retrouvés, puisque le candidat libéral-radical est passé au premier tour et pas le candidat socialiste. Mais nous ne nous faisons pas trop d'illusions, il passera au second tour grâce aux voix du Parti démocrate-chrétien et du Parti libéral-radical. Nous voyons comment la droite bourgeoise travaille et nous trouvons qu'il est bon que les électeurs et les électrices qui nous suivent puissent voir le travail qui se fait en coulisse.

Le président. Nous abordons le second tour de cette élection, puisqu'il y a deux candidats. Je demande aux scrutateurs de venir chercher les bulletins de vote au bureau.

Je vous annonce que 79 bulletins ont été distribués. J'invite les huissiers à les récolter.

Je déclare le scrutin clos. Je prie les scrutateurs et les secrétaires de se rendre à la salle Nicolas-Bogueret afin de procéder au dépouillement.

(La séance est suspendue pendant le dépouillement.)

Le président. J'annonce les résultats du second tour de l'élection du deuxième administrateur de la BCGe.

Résultats de l'élection:

Bulletins distribués:	79
Bulletins retrouvés:	77
Bulletins blancs:	3
Bulletins nuls:	5
Bulletins valables:	69
Majorité absolue:	35

Est élu: *M. Grégoire Carasso*, avec 47 voix. M^{me} Dominique Amaudruz obtient 22 voix. *(Applaudissements.)*

4. Election d'un-e représentant-e du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social, en remplacement de M. Gilbert Schreyer, démissionnaire (statuts de la fondation du 23 février 2004, art. 4) (RCM, art. 130, lettre B).

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, je vous présente comme candidat M. Christo Ivanov, mais je n'ai pas besoin de vous le présenter longuement. Il remplacera notre collègue Gilbert Schreyer et je profite de l'occasion qui m'est donnée pour le remercier. La Fondation de la Ville de Genève pour le logement social demande un engagement important et M. Schreyer l'a produit, nous lui en sommes très reconnaissants. Pour le remplacer, nous vous présentons donc son ancien collègue, M. Christo Ivanov, responsable d'une petite entreprise dans la construction. Nous sommes sûrs qu'il sera tout à fait capable de reprendre la succession de notre collègue.

Le président. Cette candidature étant unique, l'élection est tacite.

M. Christo Ivanov est élu.

5. Election d'un-e représentant-e du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec), en remplacement de M. Marc-André Rudaz, démissionnaire (statuts de la fondation, art. 13) (RCM, art. 130, lettre B).

M. Eric Bertinat (UDC). Chers collègues, je serai à peine plus long que dans ma présentation tout à l'heure de M. Christo Ivanov pour remplacer M. Gilbert Schreyer. Je tiens également à remercier M. Marc-André Rudaz pour son engagement auprès de la Fondetec.

Nous avons le plaisir de vous présenter M^{me} Catherine Jacquier. Comme M. Rudaz, M^{me} Jacquier est née dans le Valais – il y a une certaine continuité dans notre représentation à la Fondetec... Elle a débuté sa carrière à la Société de Banque Suisse, ensuite elle a travaillé comme assistante de gestion à la Lloyds Bank, puis elle a occupé différents emplois au sein des banques de la place genevoise. Elle a continué sa formation, puisqu'elle a obtenu son certificat d'assistante en ressources humaines. Elle parle le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand. Elle présente, tout comme la candidature de M^{me} Amaudruz ou celle de M. Ivanov, toutes les compétences que nous estimons nécessaires à la poursuite de cette mission.

Le président. Cette candidature étant unique, M^{me} Catherine Jacquier est élue tacitement.

M^{me} Catherine Jacquier est élue.

6. Questions orales.

Le président. Mesdames et Messieurs, nous abordons les questions orales, mais d'abord j'ai une précision à vous communiquer. Les deux prestations de serment des membres du Parti socialiste auront lieu à 20 h 30. A la fin de cette séance, aux alentours de 18 h 50, nous interrompons les questions orales pour donner la parole à M. Grégoire Carasso, qui veut dire quelques mots concernant nos futurs anciens collègues, qui nous quitteront à 19 h. Je passe maintenant la parole à M. Rémy Pagani, pour une réponse à une question.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, d'abord, au nom du Conseil administratif, je me joins aux vœux de tout à l'heure du président pour la nouvelle année, vœux de santé à toutes et à tous. Puis vous m'avez interpellé sur la question de l'allée centrale de la plaine de Plainpalais. Nous avons posé un nouveau système pour éclairer cette allée centrale; il restera une dizaine de jours, il doit être réglé. Celles et ceux qui veulent aller constater cette amélioration – il y a amélioration – sont priés de le faire et de me rendre leurs conclusions pour qu'on puisse peut-être trouver un autre système. Mais je pense que celui-là sera efficace.

M. Alexandre Wisard (Ve). Chers collègues, ma question s'adresse à M. Rémy Pagani et elle concerne le crédit de rénovation pour l'extension des bureaux du Grand Théâtre. Cette question ne concerne pas le délai du dépôt de ce crédit, puisqu'on nous l'a promis pour septembre, puis décembre 2013, puis janvier 2014, et que nous n'avons toujours rien reçu... Mais elle concerne essentiellement la procédure. Comme moi, vous avez lu l'article de la *Tribune de Genève* qui annonce que le projet est retoqué par la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS). J'ai entendu dire que sur ce dossier-là la Ville de Genève devait faire face à des servitudes qui l'empêchaient de réaliser une extension du bâtiment sur les rues adjacentes. Alors je m'étonne qu'on puisse développer des études sur un projet dont on sait pertinemment qu'il sera bloqué par des servitudes. Monsieur Pagani, pouvez-vous nous confirmer que ce bâtiment était, malheureusement, grevé de servitudes qui empêchaient son extension sur la rue?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Merci, Monsieur Wisard, d'avoir posé cette question. Je peux d'abord vous donner de très bonnes nouvelles, puisque les architectes, forts de cette décision de la CMNS, ont travaillé d'arrache-pied pour revoir le projet. Ils ont trouvé à l'intérieur du bâtiment du Grand Théâtre les surfaces nécessaires, voire plus, et une fonctionnalité meilleure que l'extension prévue. Des plans complémentaires seront présentés et j'ai

le plaisir de vous annoncer que la proposition sera déposée devant votre Conseil, comme prévu, pour les séances de février.

Nous connaissons l'existence de servitudes et la question était de savoir s'il était possible de négocier leur retrait avec les voisins, qui sont en possession de ces servitudes, c'est-à-dire deux banques situées en face. L'erreur que j'ai commise est de ne pas avoir demandé immédiatement aux services d'aller négocier avec les voisins. Mais, de toute façon, si ces servitudes avaient été négociées, elles nous auraient coûté un certain nombre de francs – je n'ai pas besoin de vous faire un dessin... En conséquence de quoi, j'ai décidé de revoir le projet, parce que la CMNS le critiquait du point de vue esthétique, comme certains d'entre vous aussi, et que nous avons pris un certain retard concernant les négociations des servitudes.

Je redis que cette rénovation débutera en juin 2015, si vous acceptez, évidemment, le crédit de réalisation. Cela nous laisse tout le temps de négocier ces servitudes dans l'année qui vient, voire une année supplémentaire, puisque les travaux dureront deux saisons. Voilà, j'espère avoir répondu d'une manière complète à votre question, Monsieur Wisard.

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous rappelle que le temps pour poser une question est d'une minute et de deux minutes pour y répondre. Ce qui permet à trente personnes de poser leur question pendant l'heure et demie qui est à votre disposition. Je vous prie vraiment de respecter ce temps.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Ma question s'adresse à M. Pagani et concerne la dent creuse de Plainpalais. La dent creuse de Plainpalais est cet espace situé au-dessus de deux étages qu'on aurait pu transformer en surélévation, à l'angle de l'avenue Henri-Dunant et du rond-point de Plainpalais. La Ville et la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) ont fait opposition à une construction et à une surélévation. Ce qui fait que le propriétaire s'est résolu à faire une fresque. J'aimerais savoir si cette fresque fera l'objet d'opposition de la Ville et de la CMNS dans la mesure où elle ne conviendrait pas, et si la Ville suit ce dossier pour cette fresque envisagée par le propriétaire pour combler ce trou vraiment disgracieux à cet endroit.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je rectifie la question telle que posée par M. Lathion, puisqu'il prétend que la Ville de Genève aurait fait opposition, ce qui n'est pas le cas. La Ville de Genève a émis un préavis défavorable sur la surélévation de trois étages de plus, en disant que cela dépassait le gabarit de l'immeuble le plus bas, situé sur l'avenue Henri-Dunant. Nous ne nous sommes

donc pas opposés à une surélévation, nous nous sommes opposés à une surélévation qui s'alignerait sur l'immeuble qui se trouve sur le rond-point de Plainpallais. C'est la CMNS qui a émis un avis défavorable du point de vue de l'histoire de ce bâtiment. Cela en est resté là, puisque, comme vous le savez, c'est devant les tribunaux et que la CMNS a un pouvoir d'appréciation dont les juges tiennent compte d'une manière très pointilleuse.

En ce qui concerne cette fresque, nous attendons de voir les projets. Mais, comme vous le savez, je suis disposé à essayer de faire en sorte que notre Ville soit le plus agréable possible et, sous réserve de voir quelle fresque nous sera proposée, il n'y aura pas de problème.

M^{me} Maria Casares (HP). Ma question s'adresse à M. Barazzone. A la rue de la Servette, à la hauteur de la poste de la Poterie, il y a un petit lopin de terre qui devient carrément un terrain vague, une friche avec des touffes de fougères. J'ai vu son évolution depuis cet été – je n'ose pas dire depuis votre arrivée, Monsieur Barazzone, je n'ai pas tenu cette statistique. Cet été, c'était vraiment n'importe quoi, la gabegie, et cet hiver cet endroit...

Le président. Madame Casares, votre question, s'il vous plaît!

M^{me} Maria Casares. J'explique la situation pour que M. Barazzone comprenne et pour lui demander ce que le Service des espaces verts, en tout cas ses services et lui en particulier pensent faire de ce petit lopin de terre.

Le président. Nous avons compris la question, merci, Madame Casares...

M^{me} Maria Casares. Mais je n'ai pas parlé pendant une minute, Monsieur le président.

Le président. Il vous sera répondu demain, Madame. Je donne la parole à M. Guy Dossan.

M. Guy Dossan (LR). Ma question s'adresse à M. Kanaan ou à M. Pagani. Comme elle concerne le même article de la *Tribune de Genève* dont parlait

Questions orales

M. Wisard tout à l'heure, et que c'est M. Pagani qui a répondu pour le Conseil administratif, j'ai envie de lui poser une question sur le pavillon provisoire dont parle ce même article. Un pavillon provisoire qui ne me dit rien du tout, qui nous aurait été soufflé par un émirat du Golfe... (*Remarque.*) Ce qui me surprend, c'est que dans ce Conseil municipal nous n'avons jamais parlé du prix ou de la location d'un tel pavillon provisoire. Comme j'ai compris que cela devait être payé assez rapidement, ce que n'a pas fait la Libye, avec quoi le Conseil administratif avait-il l'intention de payer le pavillon provisoire, puisqu'on ne nous a pas fait voter un crédit, et combien cela nous aurait-il coûté?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, je vous explique la situation. Grosso modo, nous avons un budget de rénovation du Grand Théâtre de 60 millions de francs. Nous devons louer le Bâtiment des Forces-Motrices (BFM) et son prix est énorme, comme vous le savez. C'est 1,7 million de francs pour les deux saisons, plus le déficit d'exploitation qui s'élèvera à 4,5 millions de francs à peu près, puisque le BFM n'est pas construit pour le théâtre lyrique. Plus des locations aux Ports Francs, par exemple, pour le personnel administratif, le Grand Théâtre devant continuer à fonctionner. Cela s'élèvera, grosso modo, à 68 ou 69 millions de francs, telle la proposition qui vous sera proposée.

Nous avons imaginé, avec les responsables du Grand Théâtre, de trouver une structure éphémère qui nous permette de faire des représentations efficaces – j'ose dire. Ce pavillon démontable, qui a servi lors de la rénovation de la Comédie-Française à Paris, correspondait tout à fait à nos besoins.

Je suis allé chercher des sponsors, qui étaient prêts et qui sont toujours prêts à nous aider et à mettre sur la table 5 à 6 millions de francs. Ce qui serait tout bénéfique pour la municipalité et ce qui ramènerait la proposition de rénovation à environ 61 millions de francs. C'est donc une opération qui serait menée par la Fondation du Grand Théâtre avec ses sponsors. Voilà pourquoi vous n'en avez pas entendu parler. J'espère pouvoir conclure.

Je vous rappelle juste que la Libye nous a soufflé le marché, mais, comme elle n'a pas payé, il se trouve que nous avons aujourd'hui deux propositions de théâtres, puisque, à Noël, j'ai trouvé une autre solution, notamment avec les gens d'Annecy, qui ont aussi mis en place une structure éphémère pour la rénovation de leur bâtiment. Cette structure correspondrait peut-être mieux que le théâtre éphémère de Paris. En conséquence, nous nous laissons une ou deux semaines pour choisir le type de structure que nous prendrons pour alléger la facture de notre Conseil.

M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio (S). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder. Nous voterons prochainement la loi qui modifie les structures d'accueil de

la petite enfance. Comme vous le savez, le Parti socialiste est opposé à cette loi. J'aurais aimé entendre M^{me} Alder sur les possibles modifications de conditions de travail du personnel des crèches et s'il est vrai que, en cas d'acceptation de cette loi, cela pourrait aller jusqu'à des suppressions de postes.

Le président. M^{me} Esther Alder vous répondra demain, Madame.

M. Daniel-Dany Pastore (MCG). Il s'agit d'un gros problème et je pense que M. Rémy Pagani pourra le régler. Je veux parler de la rue Alcide-Jentzer. Pour ceux qui ne la connaissent pas, c'est la rue qui, depuis le boulevard de la Cluse, donne accès à l'ancienne maternité et à la clinique ophtalmologique. En ce moment, l'entreprise Implenia travaille sur ce site et c'est un chantier de grande envergure. Mais la population n'a aucun accès direct à la clinique ophtalmologique depuis le boulevard de la Cluse et elle doit faire un détour soit par l'école de la petite enfance, soit en direction de Champel pour arriver sur l'avenue de la Roseaie.

Je rappelle que les gens qui vont à la clinique ophtalmologique sont malvoyants ou sont âgés. Or, la vision baisse avec le temps et ils doivent maintenant faire un grand détour. J'ai été pris à partie sur les lieux de l'hôpital en question, et on m'a demandé si quelque chose pouvait être fait, car ils recevaient sans cesse des plaintes de tout le monde; même l'accès des ambulances est parfois compromis...

Le président. Votre question, Monsieur.

M. Daniel-Dany Pastore. Il fallait remettre le décor, Monsieur le président, vu qu'il a été détruit par l'entreprise Implenia. Je fais donc de la publicité pour elle en ce moment... Elle pourrait très bien faire un passage sécurisé, par exemple un tunnel en bois où les piétons pourraient passer en sécurité... Monsieur le président, c'est une question qui a son importance...

Le président. Le temps est celui qui est imparti, Monsieur Pastore. Monsieur Pagani, vous avez la parole.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je remercie M. le conseiller municipal pour toutes les propositions constructives qu'il nous a faites. Je vous

Questions orales

rappelle que cette rue-là, celle qui passait devant l'ancienne maternité, a été fermée par le Canton pour permettre la reconstruction de cette maternité, et que cela dépend du Canton. Toutefois, nous avons mis une voirie à disposition. Je vais essayer de trouver une solution, mais je ne vous garantis rien, puisque le chantier et la fermeture de cette rue dépendent du Canton.

M^{me} Maria Vittoria Romano (S). Ma question s'adresse à M. Pagani. En parcourant notre ordre du jour, au point 22 est inscrit le rapport PA-109 A, qui est suivi de 16 petites étoiles! Je me posais la question de savoir quand nous ferons le troisième débat sur ce rapport qui concerne le «Plan localisé d'utilisation du sol appliqué au quartier des Délices».

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je suis malheureusement obligé de vous dire que l'Etat devait mettre à l'enquête publique le projet de plan localisé de quartier des Délices, et qu'il ne l'a pas encore fait. C'est tout soudain. Mais tant que nous n'avons pas les oppositions qui sont traitées par la mise à l'enquête publique, nous ne pouvons pas avancer dans le troisième débat. C'est pour cette raison qu'il y a autant d'étoiles, Madame la conseillère municipale. Nous attendons cette mesure, la mise à l'enquête plus le délai d'observation.

M^{me} Sandrine Burger (Ve). Ma question s'adresse à M. Pagani. Elle concerne le petit magasin Coop situé à l'angle de la rue Voltaire-rue Benjamin-Franklin. Récemment, des travaux de rénovation ont été faits dans ce magasin. Comme ce magasin est un peu en hauteur par rapport au trottoir, il y a une marche qui n'est pas accessible aux personnes handicapées. La Coop aurait voulu faire un accès pour les personnes handicapées, comme la loi sur l'égalité des personnes handicapées le demande lors de rénovations, mais il aurait fallu empiéter très légèrement sur le trottoir. D'après les discussions que j'ai eues avec le gérant de ce magasin Coop, vos services ont refusé cette dérogation. J'aurais voulu savoir pourquoi. Merci.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Nous avons eu le même problème avec l'entrée de la permanence du Parti socialiste. Si tous les propriétaires venaient demander ce genre de dérogation pour une meilleure accessibilité, donc pour installer une rampe sur le domaine public, il est évident que les gens à mobilité réduite, les mamans avec une poussette, seraient handicapés encore plus dans leurs déplacements.

Madame la conseillère municipale, on essaie toujours de trouver des solutions, mais il faut qu'une lettre nous soit envoyée. Si les gens se contentent de téléphoner pour dire qu'ils veulent une petite rampe sur le domaine public, la réponse est évidemment négative. Toujours est-il que, comme vous le savez, nous sommes disposés à en discuter. D'ailleurs, j'en profite pour remercier les personnes du Parti socialiste qui ont trouvé avec nous une solution pour permettre l'accès facilité à leur local, ou en tout cas à l'immeuble.

M. Pascal Holenweg (S). Ma question s'adressait initialement à M^{me} Alder, mais comme elle n'est pas là je l'adresse à notre maire à tous. Pensez-vous qu'en cas d'adoption par le peuple de la loi modifiant la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance les communes qui, actuellement, ne créent pas assez de places de crèches ou n'en créent pas du tout se mettront miraculeusement – à la Pentecôte – à faire le travail qu'elles n'ont pas fait jusqu'à présent et qu'elles cesseront de se reposer sur les villes pour faire à leur place ce travail-là?

Le président. Il vous sera répondu demain, Monsieur Holenweg.

M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve). Ma question s'adresse à M. Pagani, responsable du Service de l'énergie. Je reviens sur un sujet un peu récurrent, il s'agit de l'école de Saint-Jean et de l'éclairage de la salle des maîtres. En effet, cette salle reste allumée en permanence, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, depuis le mois de décembre – et également la salle du parascolaire. Comme notre politique énergétique se veut exemplaire, vos services pourraient-ils intervenir pour essayer de régler un problème avec les interrupteurs automatiques? On éteint la lumière, mais elle se rallume quelques minutes après... Que se passe-t-il?

Le président. Madame, il vous sera également répondu demain. Je salue à la tribune du public notre ancienne et future nouvelle collègue, M^{me} Corinne Goehner-Da Cruz, ainsi que notre ancien collègue, M. Christophe Dunner. (*Applaudissements.*)

M. Robert Pattaroni (DC). Ma question s'adresse à M^{me} la maire Sandrine Salerno. C'est à propos de la situation des abonnés à Naxoo. Samedi dernier, pour promouvoir le oui à la vente des actions, notre parti a tenu un stand au Molard. Je

Questions orales

dois dire, à notre grand étonnement, que nous avons eu beaucoup de succès, mais dans le sens que nous avons entendu nombre de personnes inquiètes devant ce qui se passait et à la suite des lettres qu'elles ont reçues, y compris de la Gérance immobilière municipale (GIM), semble-t-il. Ces personnes sont vraiment désemparées. Qu'avez-vous prévu de faire pour les rassurer?

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Merci pour votre question, Monsieur Pattaroni. Je n'étais pas à votre stand, car j'aurais pu répondre aux uns et aux autres. Des courriers que la GIM aurait envoyés, cela m'étonnerait, je vais encore vérifier, mais je me demande à quel titre elle les aurait envoyés. Maintenant, sur la question 022 Télégénève, deux événements concomitants rendent le débat politique particulièrement compliqué et peu transparent, je vous l'accorde. Le premier est le débat politique: voulons-nous, oui ou non, vendre ces actions? Votre Conseil s'est positionné, le Conseil administratif dans sa majorité est aussi pour la vente des actions. Le peuple tranchera le 9 février et, pour ce volet-là, vous avez un débat démocratique qui se déroulera ces prochaines semaines.

En parallèle, vous avez la migration, qui a été décidée par le conseil d'administration de 022 Télégénève, dans un timing qui n'est pas le plus heureux en lien avec la votation. Cela provoque des troubles, des désagréments. La poste – vous l'avez lu – a perdu aussi une partie des boîtiers qu'elle aurait dû fournir, cela a donc occasionné un retard de deux jours dans la réception des boîtiers. A cela s'ajoute que, dans des communes suburbaines, qui étaient totalement propriététes d'UPC Cablecom, la migration s'est faite sur les produits UPC Cablecom. Le Conseil administratif ne peut pas, en tant que tel, rassurer les abonnés de 022 Télégénève, c'est la société, le conseil d'administration, qui doit le faire. Je crois qu'elle s'y emploie.

En revanche, pour sa part, le Conseil administratif peut réitérer sa position, qui était une position sur l'intérêt ou pas, pour la Ville de Genève, de détenir des actions de cette société anonyme. Ce débat-là, nous l'avons eu et nous avons tranché en faveur de la vente.

M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (S). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder et concerne également la loi modifiant les structures de la petite enfance, qui sera soumise au peuple le 9 février. En cela, les opposants à cette loi, dont les socialistes font partie, pensent que la qualité de l'accueil et la sécurité des enfants seront grandement compromises si elle est acceptée. Ma question est de savoir si M^{me} Alder a, de son point de vue et avec son expérience, un peu la même appréciation.

Le président. Il vous sera certainement répondu demain, Madame.

M^{me} Patricia Richard (LR). Monsieur le président, je suis un peu embêtée, car M. Pattaroni a posé presque la même question que celle que je pensais poser à M^{me} Salerno. Je vais juste la compléter. Ma maman a reçu un courrier désastreux, comme tous les habitants de Cité Vieusseux, Cité Villars et Cité Franchises, disant qu'à partir du 28 janvier ils étaient obligés de passer par UPC Cablecom. La Société Coopérative d'Habitation a rectifié en envoyant un courrier aux habitants leur disant que, quoi qu'il en soit, ils avaient un contrat signé jusqu'à une certaine date.

Madame Salerno, ma question est la suivante: comptez-vous intervenir auprès d'UPC Cablecom pour qu'ils rectifient leur communication d'ici à la votation du 9 février, car même si le groupe libéral-radical a soutenu cette vente, et la soutient toujours, il ne soutient pas la communication d'UPC Cablecom.

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Madame Richard, vous, plus que quiconque, je pense que vous devez faire la distinction en ville de Genève entre deux entités. D'une part, il y a le Conseil administratif, qui a des prérogatives. Mais je ne siège pas au conseil d'administration de 022 Télégenève, et ma capacité à influencer sur le conseil d'administration de 022 Télégenève est plus que réduite. Les remarques, suggestions ou autres sollicitations que je pouvais faire je les ai faites, mais j'imagine que vous l'avez réalisé.

D'autre part, vous parlez de la communication d'UPC Cablecom. Vous vous trompez, Madame, ce n'est malheureusement pas que la communication d'UPC Cablecom, c'est également celle de 022 Télégenève, puisque c'est la migration que le conseil d'administration de 022 Télégenève a souhaitée; il l'a souhaitée comme fournisseur de l'audiovisuel de la télévision UPC Cablecom. Pourquoi, vous le savez aussi bien que moi, Madame, parce que, en 2006, la Ville de Genève a signé avec UPC Cablecom, qui est propriétaire de 49% des parts, une convention qui devait l'amener, dès 2006 – et nous sommes en 2014, nous avons mis beaucoup de temps – à réaliser ce qu'on appelle un triple play, une facturation unique, un seul opérateur pour la téléphonie, la télévision et l'internet. Et, de par la convention, celui qui a le droit de la dernière offre est UPC Cablecom.

En définitive, les courriers ne sont pas tant les courriers d'UPC Cablecom que, souvent, malheureusement et je le déplore, les courriers de 022 Télégenève, qui nous appartient à 51%. Ce qui prouve aussi, en tout cas c'est la leçon que j'en tire, qu'il est grand temps que la Ville de Genève sorte et vende les actions de cette société qu'elle a bien de la peine, via le Conseil administratif, à gérer. Je vous remercie de votre attention.

Questions orales

M^{me} Martine Sumi (S). Ma question s'adresse à l'ensemble du Conseil administratif. Le 17 décembre 1898, la commune de Plainpalais, dans une grande vision d'une bonne politique publique de la petite enfance, proposait la reprise de l'unique crèche de l'époque par la commune. Par deux fois, notre plénum a voté de manière positive la municipalisation des institutions de la petite enfance, fortement subventionnées, comme vous le savez, par notre commune.

En 2012, l'Unesco pointait du doigt la Suisse pour sa tiédeur, quand ce n'est pas l'absence totale de certains cantons en matière de politique de la petite enfance. Et voilà qu'en 2013 les dilettantes du Grand Conseil dans ces questions de l'éducation des tout-petits se mettent à édicter des normes rétrogrades de baisse de qualité à tous les égards, alors que notre nouvelle Constitution leur confie, à son article 200, le soin de mettre en place une offre de places d'accueil de jour pour les enfants en âge préscolaire adaptée aux besoins, aux demandes de la population.

J'aimerais savoir si les communes, la Ville de Genève en particulier, ont été humblement auditionnées au vu de leur grande expertise sur les questions de la petite enfance lors des travaux du Grand Conseil.

Le président. Merci, Madame. Il vous sera répondu demain. La parole est à M. Pierre Gauthier.

M. Pierre Gauthier (EàG). Merci, Monsieur le président. La crise du logement est endémique à Genève, on le voit quand on s'intéresse aux réseaux sociaux, puisqu'une page sur Facebook a été ouverte récemment par quelques citoyennes et citoyens. Cette page a pour objectif de recenser les appartements laissés vides et inoccupés dans le canton. En quelques heures, plus de 2000 personnes, ce qui est assez impressionnant, se sont inscrites sur cette page. Elle reprend des propositions que notre groupe avait formulées dans une motion aujourd'hui à l'étude à la commission du logement.

Néanmoins, ma question est la suivante. Le Conseil administratif pourrait-il se livrer à un recensement des habitations aujourd'hui vides ou inoccupées dont il est propriétaire ou gestionnaire, et pourrait-il nous rappeler combien de logements ont été construits face à la léthargie cantonale? Cette léthargie cantonale qui, au fond, aggrave la pénurie et augmente également la spéculation. Tout cela encourage la hausse des loyers et crée évidemment cette crise du logement. J'ai posé mes deux questions au Conseil administratif, qui se répartira évidemment les réponses.

M^{me} Sandrine Salerno, maire. Monsieur le conseiller municipal, il y a 5300 logements propriétés de la Ville de Genève et 4300 demandeurs de logement en attente à la Gérance immobilière municipale (GIM). J'ai regardé d'ailleurs sur cet espace Facebook pour voir s'il y avait des logements de la GIM, il n'y en avait aucun. Dans les faits, la semaine passée, quand j'ai demandé en l'état combien nous avons de logements à attribuer en ville de Genève, il n'y en avait qu'un. Ce qui montre la gravité de la pénurie de logements.

La GIM étant une des rares gérances publiques à offrir encore du logement social, je n'ose vous décrire les situations qui se présentent aux guichets du 5, rue de l'Hôtel-de-Ville. Je pense que vous pouvez être rassuré, Monsieur, sur les biens dont nous sommes propriétaires: il ne devrait pas y avoir de logements qui puissent être recensés.

Toutefois, sur certains biens, nous sommes un propriétaire qui rénove. Lorsque nous rénovons dans certains quartiers, nous ne pouvons pas le faire avec les habitants à l'intérieur; cela a été le cas au 8, Tour-de-Boël, et cela le sera aussi dans le quartier des Eaux-Vives. Parfois, nous sommes donc contraints à vider l'immeuble pour des raisons de rénovation. Cela aurait pu être le cas pour la Tour-de-Boël et vous conviendrez avec moi que cela aurait pu, mais de manière indue, figurer dans la liste.

Des logements à attribuer, nous n'en avons qu'un, des logements vides, nous n'en avons pas, des logements que nous allons devoir vider, par contre, nous en aurons dans les prochains mois.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je réponds sur le second volet de la question de M. Gauthier, à savoir comment la municipalité essaie de mettre un terme à cette pénurie de logements. Je vous rappelle que vous avez reçu toutes et tous des fiches, qui sont une photographie annuelle, de l'état de l'application du plan directeur municipal, que vous avez voté en 2009. Une des fiches fait état de la construction de logements. Nous participons sur notre commune à la création de 400 logements, dont une centaine par l'intermédiaire de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS), et je ne parle pas des surélévations. Il n'y a qu'à se déplacer de quelques centaines de mètres pour voir ce qui se construit aujourd'hui par la FVGLS sur le site de l'ancien terrain des Services industriels de Genève, dit Artamis.

Nous favorisons la création de logements et nous y participons à hauteur de 30%. C'est très pénalisant pour l'ensemble de la population du canton, c'est-à-dire que c'est 400 logements en moyenne ces dernières années qui sont créés sur notre territoire, qui représente 8% du territoire cantonal. C'est le maximum que nous pourrions faire jusqu'en 2020. Nous sommes dans la cible, y compris dans

ces fiches que vous avez à disposition. Mais malheureusement le Canton ne s'est pas donné les moyens de créer les 2500 logements, dont les 400 dont je viens de parler, pour mettre fin à une pénurie qui engendre une spéculation.

Aujourd'hui, dans la *Feuille d'avis officielle*, vous avez des immeubles qui se vendent à 100 millions de francs – c'est abominable! Tout cela, nous le paierons, parce qu'un jour les banques qui prêtent 100 millions de francs se retrouveront sur la paille, comme la Banque cantonale de Genève à la fin des années 1980. Et qui devra renflouer ces banques? C'est la collectivité! Je le déplore ici une fois de plus.

M^{me} Michèle Roulet (LR). Ma question, ou ma requête, s'adresse à M. Pagani. J'aimerais mieux vous adresser une forme de requête au nom des Genevois, Monsieur Pagani, afin qu'ils puissent enfin retrouver une place célèbre pour tous les citoyens de ce pays: la place Neuve. Il y a quelque temps, des décideurs – de votre département ou d'un autre département, on ne le sait pas – ont décidé de modifier l'appellation de cette place et l'ont appelée la place «de» Neuve. Cette appellation n'a bien sûr aucun fondement historique, vous pouvez consulter n'importe quel historien de Genève; feu Louis Binz, qui était un grand spécialiste de notre histoire, n'aurait jamais avalisé ce changement. Je vous rappelle que cette place a démarré au XVIII^e siècle, elle s'est tout le temps appelée la place Neuve, de même que la porte Neuve...

Le président. Votre question, Madame Roulet, s'il vous plaît!

M^{me} Michèle Roulet. Ce changement d'appellation, si ce n'est qu'il peut un peu froisser la sensibilité des Genevois, est aussi fort ennuyeux quand on fait une recherche sur internet pour un trajet avec les transports publics, car la «place Neuve» n'existe plus. Je ne sais pas si c'est de votre ressort, Monsieur Pagani, mais ma requête – puisque dès le début j'ai dit que c'était sous forme de requête – est de rétablir le nom de cette place.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Si je suis interpellé par les Genevois, je me dois de répondre. Une polémique a surgi sur le nom de cette place, entre «place Neuve» et «place de Neuve»; vous en avez cité les références, Madame Roulet. Toujours est-il que j'avais vaguement entendu de mes prédécesseurs des explications sur le «de» Neuve. Cela dit, je suis responsable de l'attribution des noms de la cartographie de nos rues. En conséquence de quoi je vais me pencher – comme les historiens se penchent perpétuellement sur l'inter-

prétation de l'histoire – sur cette question et je vous donnerai réponse demain, Madame.

Le président. Je donne maintenant la parole à M. Carasso pour saluer les deux personnes de son groupe qui nous quittent. Ensuite, nous ferons la pause. A 20 h 30, nous aurons deux prestations de serment, puis nous continuerons les questions orales. Suivront deux motions d'ordonnancement et nous reprendrons la suite de l'ordre du jour. Monsieur Carasso, vous avez la parole.

M. Grégoire Carasso (S). J'ai le plaisir de prendre la parole pour rendre hommage à nos deux collègues, Jean-Charles Rielle et Alberto Velasco, qui quitteront ce soir le Conseil municipal, et les remercier chaleureusement.

Jean-Charles a été élu une première fois dans cette enceinte en 1995, avant de siéger durant toute une législature à Berne et revenir dans ce Conseil en 2011, Conseil qu'il a présidé l'année dernière avec la rigueur et la droiture que vous lui connaissez. Dans les projets qui, à certains égards, sont emblématiques de son engagement, je citerai la commission des sports, qu'il a présidée à deux reprises, et la rénovation du stade du Bout-du-Monde et des terrains de Vessy.

Alberto Velasco, lui, est entré en 1997 au Grand Conseil pour trois législatures, pour poursuivre ensuite son engagement politique au sein de la Constituante avant de nous rejoindre, lui aussi, en 2011, dans ce Conseil où il s'est impliqué dans de nombreuses commissions, dont celle des finances, qu'il a présidée en 2012-2013. Vous vous souvenez sans doute, même si cela peut paraître à certains égards lointain, que c'est durant cette année que, pour la première fois dans l'histoire de cette commune, la commission des finances a voté le budget à l'unanimité.

Ces deux magnifiques fortes personnalités ont toutes deux été élues l'autonne dernier au Grand Conseil. Leurs compétences, leurs qualités humaines, leurs coups de gueule aussi, nous manqueront. Cela, je peux vous le dire. Jean-Charles, que ce soit avec ou sans moustache; Alberto, que ce soit avec ou sans vin rouge (*rires*), nous vous remercions pour tout ce que vous avez apporté au groupe socialiste et, je me permets de le dire, plus largement à ce Conseil municipal. Nous vous souhaitons le meilleur pour la suite de votre engagement politique au Grand Conseil, où nous savons que nous pouvons compter sur vous pour défendre les intérêts de notre commune, la Ville de Genève. (*Applaudissements nourris.*)

Le président. Nous continuons avec la remise d'un cadeau protocolaire aux deux sortants. (*M^{me} Marie-Christine Cabussat, cheffe de service, descend dans la*

salle pour leur remettre un don d'honneur.) A titre personnel, je les remercie également d'avoir été présents pendant toutes ces années et, à Jean-Charles, d'avoir présidé notre Conseil l'année dernière. (Applaudissements.)

7. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

8. Interpellations.

Néant.

9. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 18 h 55

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	3690
2. Communications du bureau du Conseil municipal	3690
3. Election de deux représentant-e-s du Conseil municipal pour faire partie du conseil d'administration de la Banque cantonale de Genève SA (Constitution de la République et canton de Genève, art. 80A et 177) (RCM, art. 130, lettre A).	3692
4. Election d'un-e représentant-e du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social, en remplacement de M. Gilbert Schreyer, démissionnaire (statuts de la fondation du 23 février 2004, art. 4) (RCM, art. 130, lettre B)	3698
5. Election d'un-e représentant-e du Conseil municipal pour faire partie du conseil de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec), en remplacement de M. Marc-André Rudaz, démissionnaire (statuts de la fondation, art. 13) (RCM, art. 130, lettre B).	3699
6. Questions orales	3700
7. Propositions des conseillers municipaux	3713
8. Interpellations	3713
9. Questions écrites	3713

Le mémorialiste:
Ramzi Touma